

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Marchés n°25-190-118 à n°25-190-129

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
HOTEL DE SULLY
62 RUE SAINT-ANTOINE
75186 PARIS CEDEX 04

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations d'entretien des Parcs et Jardins des Domaines nationaux d'Ile-de-France

Lots n°1 à 12

**Accord cadre à bons de commande
passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5
du code de la commande publique**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD CADRE	3
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 3 - EXECUTION DES PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 4 - PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT	6
ARTICLE 5 - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 6 - PENALITES	9
ARTICLE 7 - PERSONNEL	11
ARTICLE 8 - PREPARATION – EXECUTION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 9 - ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER	13
ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 11 - GARANTIES	17
ARTICLE 12 - CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE DE LA SOCIETE	17
ARTICLE 13 - OBLIGATION DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE	17
ARTICLE 14 - CLAUSE DIVERSITE, EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	18
ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANTS	19
ARTICLE 16 - DISCRETION – SECRET PROFESSIONNEL	20
ARTICLE 17 - ASSURANCES	20
ARTICLE 18 – CLAUSE DE REEXAMEN	21
ARTICLE 19 - RESILIATION	21
ARTICLE 20 - LITIGES	21
ARTICLE 21 - DEROGATION AU CCAG-FCS	21

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD CADRE

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne des prestations d'entretien des Parcs et Jardins des Domaines nationaux de Saint-Cloud, de Champs sur Marne/Jossigny et de Rambouillet, domaines dont le Centre des monuments nationaux (CMN) a la charge.

Il s'agit de prestations d'abattage, élagage, taille architecturée d'alignements, entretien de pelouses et d'espaces minéraux, entretien d'arbustes en massifs et en haies, taille de topiaires, entretien et replantation d'espaces forestiers, etc.

Ces prestations susceptibles d'être commandées aux titulaires sont décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chaque lot de prestations par domaine.

1.2 Allotissement

L'accord cadre est décomposé en **12 lots**, chacun correspondant à une catégorie spécifique de prestations d'entretien pour un domaine en particulier :

Lot n°1	N°25-190-118	Elagage – Abattage	Domaine national de Saint-Cloud, maison des Jardies à Sèvres et étangs Corot à Ville-d'Avray
Lot n°2	N°25-190-119	Tailles architecturées	Domaine national de Saint-Cloud
Lot n°3	N°25-190-120	Entretien divers	Domaine national de Saint-Cloud, maison des Jardies à Sèvres et étangs Corot à Ville-d'Avray
Lot n°4	N°25-190-121	Travaux forestiers	Domaine national de Saint-Cloud
Lot n°5	N°25-190-122	Elagage – Abattage	Domaines nationaux de Champs-sur-Marne et Jossigny
Lot n°6	N°25-190-123	Tailles architecturées	Domaines nationaux de Champs-sur-Marne et Jossigny
Lot n°7	N°25-190-124	Entretien divers	Domaines nationaux de Champs-sur-Marne et Jossigny
Lot n°8	N°25-190-125	Travaux forestiers	Domaines nationaux de Champs-sur-Marne et Jossigny
Lot n°9	N°25-190-126	Elagage – Abattage	Domaine national de Rambouillet
Lot n°10	N°25-190-127	Tailles architecturées	Domaine national de Rambouillet
Lot n°11	N°25-190-128	Entretien divers	Domaine national de Rambouillet
Lot n°12	N°25-190-129	Travaux forestiers	Domaine national de Rambouillet

1.3 Pouvoir adjudicateur et Correspondant

Le pouvoir adjudicateur est le Centre des monuments nationaux - Hôtel de Sully - 62 rue Saint-Antoine - 75186 PARIS CEDEX 04, représenté par Marie Lavandier, agissant en qualité de Présidente du Centre des Monuments Nationaux.

Les administrateurs des domaines concernés ainsi que leurs Jardiniers en Chef sont habilités à représenter le pouvoir adjudicateur pour le suivi de l'exécution de l'accord cadre.

L'administrateur du Domaine concerné est le correspondant institutionnel du titulaire, tandis que le Jardinier en Chef est chargé du suivi technique de l'exécution des prestations de l'accord cadre.

1.4 Normes et règlements

L'objectif du Titulaire est d'assurer un travail de qualité tant en ce qui concerne les prestations objets des lots susmentionnés qu'en ce qui concerne la valorisation des déchets. Il doit maîtriser l'ensemble des opérations.

Les prestations seront exécutées dans les règles de l'Art et dans le respect des normes, documents et prescriptions techniques relatifs aux travaux d'espaces verts. Le principal document de référence est le Fascicule 35 du CCTG : Travaux d'espaces verts, d'aires de sports et de loisirs.

Les matériels, matériaux et produits phytosanitaires utilisés devront répondre aux normes en vigueur à la date de signature du marché.

1.5 Documents de référence

La taille de formation des arbres d'ornement, J. Boutaud, ed : Société Française d'Arboriculture

La taille des arbres d'ornement, C. Drénou, ed : IDF

L'arboriculture urbaine, C. Bourgerie, L. Mailliet, ed : IDF

DTU N° 12 : Terrassements

CPC : Fascicule n°1 – Description générale

CPC : Fascicule n°2 – Terrassements généraux

CCTG : Fascicule n°34 – Travaux de boisement

CCTG : Fascicule n°35 – Aménagements paysagers, aires de sports et de loisirs de plein air

Règles Professionnelles UNEP : Travaux de plantations forestières

Norme NF X 31-100 « Conformité des échantillonnages » (Fourniture de terre végétale)

Plan de gestion du parc, description des peuplements forestiers

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord cadre sont listées à l'article 7 de l'Acte d'Engagement (AE) propre à chaque lot.

Sauf à avoir signalé les erreurs ou aberrations éventuelles du dossier de consultation lors de la remise de son offre, l'entreprise devra exécuter comme étant prévus dans son prix, sans exception ni réserve, toutes les prestations selon les règles de l'art, les normes, règlements et textes en vigueur.

La signature de l'Acte d'Engagement propre à chaque lot emporte acceptation des pièces constitutives du marché, mentionnées à l'article 7 de chaque AE.

ARTICLE 3 - EXECUTION DES PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE

3.1 Mode d'évaluation des prestations

3.1.1 Prestations faisant partie de l'accord cadre

Les prestations faisant l'objet de l'accord cadre seront réglées par application des prix unitaires du bordereau de prix unitaires (BPU), aux quantités de prestations réalisées et dûment constatées par le Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants. Ces prix incluent toutes les sujétions indiquées à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

3.1.2 Elaboration de prix nouveaux

Les prestations pour lesquelles l'accord cadre ne prévoit pas de prix au Bordereau sont rémunérées dans les conditions suivantes.

Dans l'hypothèse où les prix des prestations non prévues à l'accord cadre ne pourraient être assimilés à ceux des prestations figurant dans le libellé du BPU, ces prix seraient librement débattus entre les parties. Ces prix devront être justifiés par des sous détails de prix (fourniture et main d'œuvre).

Ces prix seront ramenés au mois d'établissement des offres (mois Mo) afin de suivre les mêmes variations des prix exprimés ci-après à l'article 4.4.

Enfin, ces prix nouveaux seront rendus contractuels au moyen d'une modification à l'accord cadre (avenant).

3.2 Modalités de passation des commandes

3.2.1 Etablissement du Devis

Le présent accord cadre s'exécute au moyen de bons de commande qui seront émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les devis sont établis, après demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et après communication au titulaire des renseignements et documents nécessaires à l'établissement du devis suivant les prix unitaires du BPU ou hors BPU, le cas échéant.

Le délai imparti d'établissement du devis sera précisé au titulaire au cas par cas.

Le titulaire adressera au pouvoir adjudicateur son devis chiffré sur papier à en-tête de l'entreprise.

Le devis restera valable pendant 90 jours, à compter de la date de réception.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera la commande au titulaire, qui disposera de 15 jours pour émettre ses éventuelles remarques ou réserves sur le devis éventuellement rectifié.

Les renseignements obligatoires à faire figurer sur les devis seront les suivants :

- La référence du présent accord cadre, en mentionnant explicitement son numéro ;
- La date du devis ;
- L'objet du bon de commande avec la nature des prestations à réaliser ;
- Le détail des prestations par poste ;
- Les quantités de prestations à réaliser, par poste ;
- Les n° de référence des postes du BPU ou HB pour les prix hors BPU ;
- Le prix unitaire de chaque poste et le montant total HT ;
- Le montant total du devis, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le délai d'exécution.

3.2.2 Emission des bons de commande et exécution des prestations

Sur la base des devis quantitatifs estimatifs acceptés, le Pouvoir Adjudicateur, afin de concrétiser son accord, émettra des bons de commande. Le montant du bon de commande sera établi sur la base du montant du devis éventuellement rectifié. Ce montant deviendra global et forfaitaire.

Ces bons de commande seront adressés au titulaire par courriel.

Les bons de commande doivent comporter les renseignements suivants :

- La référence du bon de commande ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La référence du présent accord cadre en mentionnant explicitement son numéro ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- L'objet de la commande avec la nature des prestations à réaliser ;
- Le montant du prix global et forfaitaire hors TVA établi sur la base des conditions économiques de l'accord cadre ;
- Le montant de la TVA et le montant TTC du prix global et forfaitaire ;
- Le délai d'exécution des prestations, fixé à compter de la date d'émission du bon de commande ;
- La signature du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas notamment de modification d'un élément de la prestation d'un bon de commande, l'article 3.8 du CCAG-FCS s'applique, la notification d'une décision ou d'une communication peut être faite par ordre de service.

Les ordres de service sont écrits ; ils sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur, datés et numérotés. Ils sont notifiés en un seul exemplaire.

Lorsque le titulaire de l'accord cadre estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées dans le cadre de l'accord cadre, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

L'arrêt de l'exécution de tout ou partie des prestations, objet du bon de commande, pourra être décidé par le pouvoir adjudicateur.

La décision d'arrêter les prestations ne donnera lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 4 - PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

4.1 Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet de l'accord cadre seront réglées par application des prix unitaires du bordereau de prix unitaires (BPU) aux quantités de prestations réalisées et dûment constatées par le Maître d'ouvrage.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum indiqué à l'article 4.3 de l'Acte d'engagement propre à chaque lot.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date de facturation des prestations.

Les prix des prestations sont établis en tenant compte de toutes les sujétions pouvant découler de l'exécution du présent accord cadre quelles que soient les circonstances et hors les cas de force majeure reconnus par une juridiction compétente.

L'entreprise devra exécuter, sans exception ni réserve, toutes les prestations nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de ses prestations et prévus dans son prix, et en particulier les prestations induites du ressort du lot dont il a la charge, selon les règles de l'art, les normes, règlements et textes en vigueur.

Le titulaire devra, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, se conformer aux instructions qui lui seront données par le Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, l'emplacement et le dépôt du matériel et des déchets résultant de l'exécution des prestations.

Le titulaire supportera, sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les interruptions de prestations nécessitées par les besoins de fonctionnement ou d'exploitation du domaine et prendra à sa charge toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne pas gêner les services.

Le titulaire est tenu de reconnaître les lieux dans lesquels s'exécuteront ses prestations, aucune indemnité ne sera accordée du fait des sujétions rencontrées en cours d'exécution.

Les prix sont réputés comprendre également :

- Les frais d'installation et d'entretien de chantier ;
- Les frais d'établissement du PPSPS, s'il y a lieu ;
- Les frais de nettoyage, d'enlèvement des déchets, qui seront effectués quotidiennement.

Nota : Les frais de consommation d'eau et d'électricité nécessaire à l'exécution des prestations seront pris en charge par l'établissement.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations.

L'unité monétaire de l'Accord-cadre est l'euro. Tous les montants figurant dans l'offre doivent être libellés en euros.

4.2 Définition des prix unitaires

Les prix du bordereau de prix unitaires sont des prix composés.

Ils comprennent toutes les sujétions et fournitures destinées à constituer des prestations complètement terminées.

Les prix s'appliquent à l'unité de mesure sans que celle-ci puisse être affectée d'aucune plus-value ou majoration sauf indications contraires des libellés du bordereau.

Ils comprennent notamment les sujétions découlant :

- Des prestations telles que décrites dans le Bordereau de Prix Unitaires
- De la législation du travail ;
- Des moyens individuels réglementaires destinés à assurer la sécurité des travailleurs ;
- Des difficultés résultant de l'accès au chantier et de sa localisation sur le site ;
- Des sujétions liées à l'exécution des prestations en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les sites où sont effectués les prestations ;
- Des sujétions liées à l'exécution des prestations dans un domaine classé Monument Historique ;
- Des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, les végétaux, le mobilier et plus généralement de tous les ouvrages environnants ;
- Des dépenses de réparation et de remise en état de ces ouvrages éventuellement détériorés ;
- Des protections destinées à assurer la sécurité des personnes et des biens (ex : barrières, balisage de la zone d'intervention par piquet et rubalise ou équivalent, etc.) ;
- Des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution des prestations ;
- Des dépenses liées à l'évacuation des déchets résultant de l'exécution des prestations ;
- Des frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires ;
- De la fourniture des petits matériaux ou matériels décrits dans les devis ;
- De la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des prestations dans les règles de l'art ;
- Des frais de transports ;
- Des frais d'études éventuellement nécessaires à l'exécution des prestations et à soumettre au Pouvoir Adjudicateur ;
- Des frais découlant du contrôle éventuel de la qualité des matériaux mis en œuvre qui peut être requis par le Pouvoir Adjudicateur, lorsque celui-ci n'est pas prévu spécifiquement dans un article du bordereau des prix unitaires ;
- Des frais, taxes de toutes sortes, ainsi que des primes d'assurance souscrites par le titulaire.

Il est précisé que les personnels ouvriers devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les zones désignées pour l'exécution de leurs prestations et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties du domaine.

Ils devront au préalable obtenir une autorisation d'accès pour chaque intervenant.

4.3 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces pour paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement de la facture et appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

4.4 Modalités de révision des prix

Les prix du présent accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (mois Mo).

Les prix de l'accord cadre sont révisables dans les conditions suivantes :

Les prix sont révisés chaque année, à la date anniversaire de l'accord cadre par application d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$P = Po (0,125 + 0,875 \frac{I}{Io})$$

Où

Po = prix d'origine de l'accord cadre,

P = prix révisé à la date de reconduction de l'accord cadre

Io = valeur de l'index **EV4** (entretien espaces verts) au mois Mo.

I = valeur de ce même index connue à la date de reconduction de l'accord cadre

Le titulaire s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur pour validation par ce dernier un BPU comprenant les prix révisés.

Les prix révisés ne pourront être appliqués sur facture qu'après validation de la pouvoir adjudicateur.

4.5 Modalités des règlements

4.5.1 Facturation

La facturation sera établie à terme échu sur la base du montant prévu dans le bon de commande auquel elle se rapporte.

La facture est établie en un original au nom du Centre des Monuments Nationaux et porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence de l'accord cadre (intitulé et numéro) ;
- Le n° du bon de commande,
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro individuel d'identification du titulaire ;
- Le n° de son compte bancaire tel qu'il figure à l'acte d'engagement ;
- La date et numéro de facture ;
- Le détail des prestations réalisées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxes des prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA applicable ;
- Le montant TTC des prestations effectuées.

L'absence d'une des mentions obligatoires et plus particulièrement les références de l'accord cadre pourra entraîner le renvoi de la facture.

Les factures seront adressées à l'administrateur du domaine national concerné, chargé de viser le service fait, aux adresses figurant sur les bons de commandes.

Par ailleurs, le titulaire a l'obligation de présenter ses situations par le biais d'un système de dématérialisation de la gestion des situations, accessible en ligne (internet), mis en place par la personne publique.

En application de l'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire doit transmettre ses factures sous la forme électronique via une plate-forme de facturation dénommée Chorus Portail Pro (CPP).

Le calendrier de mise en œuvre est fixé comme suit :

- *1er janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises et les personnes publiques ;*
- *1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire ;*
- *1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises ;*
- *1er janvier 2020 : obligation pour les microentreprises.*

4.5.2 Avance

Sauf indication contraire figurant à l'article 6.4 de l'Acte d'Engagement, une avance pourra être accordée au titulaire de l'accord cadre, conformément aux articles R.2191-3 et R.2191-7 du Code de la Commande Publique, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

4.5.3 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

4.6 Paiement des sous-traitants

Tous les sous-traitants seront payés directement par le Centre des Monuments Nationaux et selon la législation et la réglementation en vigueur et notamment selon la loi n°2013-1278 de financement pour 2014, publiée au Journal Officiel du 29 décembre 2013, qui a instauré dans son article 25 un nouveau dispositif d'autoliquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment.

ARTICLE 5 - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Délai d'exécution

Chaque bon de commande fera l'objet d'un délai d'exécution propre, commençant à courir à partir de la date d'émission du bon de commande.

En raison de la nature des prestations faisant l'objet du présent accord cadre et de la nécessité de ne pas retarder ou interrompre les services où les prestations doivent être exécutées, les délais devront être rigoureusement observés.

5.2 Prolongation du délai d'exécution

Il sera fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt les pénalités forfaitaires ci-après, dans les cas suivants :

6.1 Non-respect des délais d'intervention, hormis en cas d'interruption due à la météo

Il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100€ HT par jour de retard (hors conditions météo particulières).

6.2 Pénalités pour prestations non conformes ou non achevées

Il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100€ HT par jour de retard (hors conditions météo particulières).

6.3 Retard de plus de 1/2 heure ou absence à une réunion fixée par le Centre des monuments nationaux

Il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100€ HT par constat.

6.4 Pénalités pour non-respect des consignes ou des obligations prévues au CCTP

Il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100€ HT par constat en cas de non-respect :

- De la bonne grille/porte d'entrée ;
- Du plan de circulation ;
- Du poids des véhicules et engins ;
- De l'obligation de prévenir agents de surveillance et jardiniers à chaque venue ;
- De l'obligation de communiquer les noms des intervenants avant chaque intervention ;
- Du règlement intérieur du domaine ;
- Des consignes de sécurité ;
- De la protection des végétaux conservés ;
- Des opérations programmées.

6.5 Pénalités pour arbres détruits ou abîmés

En complément de l'article 14.1 du CCAG-FCS, les éventuels dégâts occasionnés aux arbres donnent lieu à des pénalités.

Comptent pour détruits :

- Les arbres renversés ;
- Les arbres ayant perdu l'une de leurs branches charpentières (sont comptées comme branches charpentières les branches dont le diamètre est supérieur au huitième du tronc de l'arbre à 1,30 mètre de hauteur) ;
- Les arbres écorcés sur une largeur supérieure au tiers de leur circonférence.

Comptent pour abîmés :

- Les arbres ayant perdu une branche dont le diamètre est inférieur au huitième du tronc de l'arbre à 1,30 mètre de hauteur mais supérieur à 5 centimètres ;
- Les arbres écorcés sur une largeur inférieure au tiers de leur circonférence.

Pénalité pour arbre détruit :

Pour tout arbre détruit, il sera appliqué une pénalité calculée d'après la formule suivante :

$$P = D \times (1 + D/50) \times 30\text{€ dans laquelle :}$$

P = pénalité, exprimée en euros hors taxe.

D = diamètre de l'arbre détruit, exprimé en centimètres.

Pénalité pour arbre abîmé :

- 200€ HT pour un arbre de moins de 20 cm de diamètre à 1,30 mètre de hauteur ;
- 400€ HT pour un arbre de 21 à 40 cm de diamètre ;
- 600€ HT pour un arbre de 41 à 60 cm de diamètre ;
- 800€ HT pour un arbre de 61 à 80 cm de diamètre ;
- 1 000€ HT pour un arbre de 81 à 110 cm de diamètre ;
- 1 200€ HT pour un arbre de 111 à 130 cm de diamètre ;
- 1 400€ HT pour un arbre de plus de 130 cm de diamètre.

Dispositions relatives à la destruction d'arbres d'alignements taillés en forme architecturée

L'éventuelle destruction d'arbres d'alignement taillés en forme architecturée donne lieu au remplacement complet, à charge et aux frais de l'entrepreneur, à savoir :

- Extraction complète de l'arbre détruit (grume, houppier, souche et sujétions), évacuation complète de bois et sujétions ;
- Ouverture d'une fosse de plantation aux dimensions suivantes : 2m X 2m X 1,5m soit 6 mètres cubes ;
- Fourniture de 6 m³ de terre végétale et remblaiement de la fosse de plantation ;
- Fourniture et plantation de l'arbre destiné à remplacer l'arbre détruit, celui-ci répondra aux caractéristiques suivantes :
 - Essence identique ;
 - Garantie de 4 tours de transplantation ;
 - Calibre 25/30 ;
 - Branches charpentières préformées en pépinière ;
 - Garantie de reprise ;
 - Reprise en taille des houppiers des arbres avoisinants afin de créer un puits de lumière suffisant au développement de l'arbre nouvellement planté.

La pénalité pour arbre détruit ne se rajoute alors pas.

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation de l'administrateur ou son représentant. Il est entendu que ces pénalités, ne sont appliquées que lorsque le titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation. Cependant il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

En cas d'application de pénalités, le Centre des monuments nationaux accepte la facture, qui est complétée en faisant apparaître les pénalités imposées. Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le Centre des monuments nationaux. Il est notifié au titulaire si le montant dû a été modifié comme il est dit ci-avant.

Ces pénalités sont cumulables.

ARTICLE 7 - PERSONNEL

7.1 Obligations du titulaire

Le titulaire doit respecter les textes de loi en vigueur sur les conditions de travail notamment les articles L.124, L.125-1, L.125-2, L.125-3, et L.125-12 du code du travail.

Il certifie que tous les personnels qu'il emploie sont en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi et de main d'œuvre.

Le titulaire recrute, rémunère, emploi et forme sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution de la mission.

Le titulaire s'engage à ce que son personnel soit parfaitement formé et qu'il :

- Observe une discrétion absolue sur tout ce qui touche au monument et à son fonctionnement ;
- Respecte la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit établir la liste nominative des personnels qui seront présents sur le site, en précisant le nombre de personnes pour chaque type d'intervention et pour chaque phase.

Cette liste doit notamment indiquer pour chaque type de personnel :

- La composition et l'organisation de l'équipe prévue sur le site ;
- La qualification minimale ;
- La définition des fonctions de chaque type de personnel.

7.2 Qualification des personnels

Le titulaire doit employer une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des prestations à réaliser.

Le personnel d'encadrement en tant qu'interlocuteur du Pouvoir adjudicateur et du responsable du site doit posséder toutes les compétences techniques et d'encadrement lui permettant de prendre immédiatement les décisions inhérentes à sa fonction.

7.3 Responsabilités et obligations du personnel d'encadrement

Chaque commande de prestations est placée sous la conduite soit du chef d'entreprise, soit d'un responsable qui est l'interlocuteur direct du pouvoir adjudicateur.

Il a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il est présent sur le site sur convocation du pouvoir adjudicateur.

Il participe aux réunions de chantier organisées par le pouvoir adjudicateur. Lorsqu'elles ont été précisées au démarrage des prestations, il y assiste sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Si d'autres réunions sont programmées par le Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants, il en est avisé avec un préavis de 2 jours minimum.

Il est responsable notamment :

- Du respect du calendrier d'exécution des prestations ;
- Du contrôle de la qualité des prestations ;
- De l'information du pouvoir adjudicateur ;
- De la discipline du chantier et du personnel.

L'accord cadre étant à obligation de résultats, il appartient au titulaire de définir la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

De manière générale, le responsable du chantier doit informer le Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer ses prestations.

Le responsable du chantier doit, dès qu'il a été en mesure de les déceler, signaler au Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants les incidents prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux et des biens et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter.

7.4 Obligation de discrétion

Le personnel du titulaire est tenu à l'obligation de discrétion.

7.5 Vêtements de travail

Le personnel du titulaire intervenant sur le domaine, y compris le personnel d'encadrement, doit pouvoir être identifié en permanence par un insigne spécifique à l'entreprise.

Le personnel qui présenterait une tenue négligée ou qui ne serait pas revêtu de son vêtement de travail sera expulsé.

7.6 Plan de progrès social

Le CMN souhaite améliorer la performance sociale de ses marchés et s'assurer d'un engagement fort et pérenne du titulaire sur ces sujets pendant toute la durée d'exécution du contrat.

A ce titre, le titulaire devra s'engager à mettre en place un plan de progrès social visant :

- Des actions sur la Qualité de vie au travail (QVT) ;
- Des actions concrètes en faveur de l'égalité homme-femme ;
- Des actions concrètes contre le harcèlement, la corruption et toute forme de discrimination ;
- Des actions en faveur de la sécurité des personnes.

Le titulaire pourra initier toute autre action permettant d'améliorer la performance sociale du présent marché.

Un bilan des actions mises en œuvre sera communiqué par le titulaire à l'acheteur au moins une fois par an.

7.7 Plan de formation

Le titulaire devra prévoir des plans de formation à destination des personnels affectés à la réalisation des prestations. Ces formations devront porter sur au moins une des thématiques suivantes :

- La prévention des risques liés aux outils utilisés ;
- La santé au travail ;
- La sécurité au travail.

ARTICLE 8 - PREPARATION – EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Période de préparation

Il n'est pas fixé de période de préparation.

En revanche, tous les protocoles d'exécution des prestations, les plannings d'intervention, les matériels et produits utilisés devront obligatoirement être validés par le Pouvoir Adjudicateur avant tout commencement des prestations.

8.2 Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail

Il appartient au titulaire d'obtenir les autorisations nécessaires auprès des administrations compétentes pour l'emploi de la main d'œuvre permettant le respect des délais d'exécution.

Le titulaire s'engage à être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires relatives à la lutte contre le travail clandestin.

ARTICLE 9 - ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

9.1 Discipline de chantier

Seuls devront être utilisés par le personnel du titulaire les parcours, accès et locaux désignés étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties du domaine.

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au domaine.

Il sera interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le téléphone du domaine sans autorisation ;
- De prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des zones d'interventions ;
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le site, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, au sein du domaine ;
- De manquer de respect aux usagers ;
- De se faire aider, dans l'exécution de ses prestations, par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie. Dans le cas d'utilisation de nacelles, ou d'engins lourds, le titulaire devra veiller à ce que ceux-ci ne constituent pas un accès difficile aux voiries et aux différents bâtiments du Domaine.

9.2 Dispositions relatives au fonctionnement du domaine

Le titulaire doit tenir compte des sujétions et difficultés éventuelles de mise en œuvre liées au fonctionnement du domaine et des conditions impératives qui pourraient être fixées suivant les nécessités par le Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants.

Il est bien précisé qu'aucune majoration sur les prix soumissionnés, ni indemnité d'aucune sorte ne pourront être accordées :

- Pour les frais et pertes de temps occasionnés par les interruptions de prestations pour les besoins de fonctionnement ou d'exploitation du domaine, y compris la prise en charge des mesures nécessaires pour ne pas gêner les services ;
- Pour la limitation d'accès des véhicules de l'entreprise aux dates et heures imposées ;
- Pour l'impossibilité ou les limitations imposées sur place exigeant l'évacuation immédiate des déchets au fur et à mesure de leur production, ainsi que la livraison des matériaux par petites parties, selon les besoins ;

- Pour les restrictions d'horaires imposées à l'occasion des prestations bruyantes ou susceptibles de créer une gêne à l'exploitation des services, qui devront être réalisés en dehors des heures d'ouverture au public, même si ces horaires imposés sortent des heures normales travaillées de l'entreprise et si elles entraînent le règlement aux ouvriers de suppléments horaires légaux ou l'attribution d'heures de « récupération ».

L'attention du titulaire est également attirée sur certaines prestations devant se dérouler dans des zones délicates (proximité de bureaux, appartements privés...).

Des horaires particuliers d'intervention pourront être imposés.

Des interruptions de chantier pourront éventuellement être imposées par les services intérieurs à l'occasion de manifestations ou événements exceptionnels.

Le préjudice éventuellement subi par le titulaire fera l'objet d'une négociation avec le Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants, notifiée après accord par un bon de commande complémentaire.

9.3 Nettoyage de chantier

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ses prestations. Il se charge de l'évacuation de ses déchets.

Si le titulaire tentait de se soustraire à l'obligation d'enlever les matériaux ou déchets provenant de ses prestations en les dissimulant ou en refusant de se conformer aux ordres reçus, le pouvoir adjudicateur ou son représentant ferait procéder lui-même au nettoyage aux frais, risques et périls de cette entreprise après mise en demeure.

9.4 Protection des biens

Toutes précautions seront prises pour que l'état des voiries, aménagements divers, végétaux, etc. ne soit pas altéré du fait de l'exécution des prestations. Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations.

9.5 Coordination des prestations et protection du chantier

Si divers corps d'état sont appelés à travailler simultanément et à titre exceptionnel sur une même zone, les prestations seront coordonnées par le représentant désigné par le Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni éluder les obligations de son accord cadre, ni élever aucune réclamation des sujétions qui peuvent être occasionnées par la présence d'autres corps d'état sur les zones d'interventions.

9.6 Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

A ce titre, il devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des opérations. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

9.6.1 Plan de prévention

Pour les travaux comportant des risques particuliers (non traités dans l'éventuel PPSPS), un plan de prévention sera établi avant le début des prestations.

Conformément aux dispositions des articles R 4512-6 à R.4512-12 du Code du Travail, un plan de prévention doit être établi et le cas échéant signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur, représenté par

l'administrateur du monument, préalablement au commencement de l'exécution des prestations. Le projet de plan de prévention est proposé par le titulaire.

Ce document définit toutes les mesures de prévention mises en place lors d'interventions à risques d'interférence, non seulement vis à vis du Centre des monuments nationaux, mais du public et des autres entreprises extérieures :

- Accès en général : horaires, identification des intervenants, zones de sûreté, locaux à risques particuliers d'incendie, etc. ;
- Définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- Délimitation des zones d'intervention, balisage et signalisation des zones d'interventions, et des équipements consignés par les interventions, maintien des circulations entreprise utilisatrice et public ;
- Utilisation de produits, matières, présentant des dangers de brûlure, d'intoxication, de pollution, etc. ;
- Procédures préalables et pendant consignations, et avant remise en régime normal, etc. ;
- Travaux à risques, en hauteur, définition des mesures de protection, etc. ;
- Travaux en milieu ou à accès difficile, ou "isolé" : moyens de communication et de surveillance à distance des intervenants, etc. ;
- Organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par le titulaire ;
- Instructions à donner aux agents du monument, du titulaire et aux agents affectés aux prestations, et des autres intervenants sur le site, avant le début de celles-ci.

Pour s'assurer de l'application des mesures décidées et coordonner les mesures nouvelles qui peuvent être nécessaires, l'administrateur du monument ou son représentant organise avec le titulaire, selon une périodicité qu'il définit, des inspections et réunions aux fins d'assurer la coordination générale sur le site des mesures de prévention (qu'il s'agisse des mesures pour une opération donnée, ou encore celle des mesures rendues nécessaires par les risques liés à l'interférence entre deux ou plusieurs opérations, en fonction des risques ou lorsque les circonstances l'exigent).

Le titulaire est informé de la date à laquelle doivent avoir lieu les inspections et réunions mentionnées à l'alinéa précédent.

Par ailleurs, le titulaire doit établir un plan de prévention de même type pour les interventions de ses sous-traitants. Cette disposition consiste à répertorier et à décrire les conditions et modalités de la sous-traitance en précisant l'organisation du pilotage et de l'encadrement des agents du titulaire et des sous-traitants et les mesures retenues en vue d'assurer la coordination entre le Centre des monuments nationaux, et le titulaire (y compris ses sous-traitants), nécessaires au maintien de la sécurité.

Pendant toute la durée de l'accord cadre, le titulaire assure la parfaite adéquation du Plan de Prévention avec les conditions d'exécution des prestations susceptibles d'évoluer.

9.6.2 Coordination sécurité et protection de la santé

Selon la nature des prestations prescrites, les dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application n°94-1159 du 26 décembre 1994 seront applicables au présent accord cadre.

Le classement du niveau de l'opération (niveau 1, 2 ou 3) sera communiqué au titulaire.

Les coordonnées du coordonnateur sécurité seront communiquées au titulaire.

Le coordonnateur SPS a pour mission de veiller à l'application des principes généraux de prévention énoncés à l'article L4121-1 à L4121-5 du Code du Travail. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier.

L'intervention du coordonnateur ne modifie, ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants à l'opération, et notamment, celle de l'entreprise, de ses co-traitants et sous-traitants.

Le titulaire doit permettre au coordonnateur d'exercer sa mission telle que définie par les textes mentionnés ci-dessus, relative à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a accès à toutes les réunions organisées par le pouvoir adjudicateur. Il est présent sur le chantier dans les conditions fixées par le pouvoir adjudicateur. Il organise avec le maître d'ouvrage et avec chaque entreprise les relations qui sont nécessaires à l'exercice de sa mission. Il assiste à toutes les réunions de chantier. Le titulaire transmet au coordonnateur toutes les remarques du pouvoir adjudicateur et les observations des organismes concernant l'hygiène et la sécurité.

Tout travail qui n'est pas réalisé suivant les prescriptions du PGC ou des PPSPS peut justifier l'ajournement total ou partiel des prestations sans préjudice des dispositions ci-dessus. Dans ce cas, l'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre.

Le respect de ces dispositions s'impose également aux sous-traitants.

Le titulaire devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature du chantier et qui lui seront précisées par le coordonnateur SPS. A ce titre, il devra notamment :

- Fournir tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur SPS ;
- Informer le coordonnateur de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- Donner suite pendant toute la durée d'exécution de ses prestations, aux avis observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur est soumis au pouvoir adjudicateur ;
- A la demande du coordonnateur, viser toutes les observations consignées dans le registre journal.

9.7 Accès au chantier

Le titulaire est tenu de laisser, à tout moment, les représentants du pouvoir adjudicateur pénétrer sur les zones d'interventions.

ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Admission des prestations

L'admission des prestations sera prononcée par le pouvoir adjudicateur à leur achèvement

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, les formalités d'admission consisteront au seul constat opéré par le Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants après convocation du titulaire à l'expiration du délai fixé pour l'exécution des prestations, que lesdites prestations ont bien été exécutées en conformité aux prescriptions du bon de commande.

La mention attestant le service fait, qui sera joint à la facture et signée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur dûment habilité, vaudra décision d'admission sans réserve les prestations du bon de commande.

Dans le cas où, à l'expiration du délai d'exécution fixé dans le bon de commande, il serait constaté que les prestations ne sont pas conformes ou sont non encore achevées, les pénalités pour retard commenceront à courir de plein droit, et il sera fixé un nouveau délai pour parfaire ou achever les prestations.

Si les prestations ne sont pas en état d'être admises à l'expiration de ce nouveau délai, le Pouvoir Adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire ou proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si l'entrepreneur accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et l'admission est alors prononcée.

10.2 Documents fournis après exécution des prestations

A l'admission des prestations, objet du bon de commande, le titulaire devra présenter un dossier d'intervention comprenant tout ou partie des éléments nécessaires à la justification de la facturation et à toute intervention ultérieure sur le même site.

Pourront y figurer (liste non exhaustive) :

- Les attachements figurés et/ou écrits ;
- Les plans de repérage des interventions ;
- Tous documents photographiques avant et après ;
- Les rapports sanitaires, etc.

ARTICLE 11 - GARANTIES

11.1 Garantie contractuelle

Le délai de garantie est fixé à un an à compter de l'admission des prestations.

Au titre de cette garantie, l'entrepreneur s'oblige à remettre en état, à ses frais, la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

11.2 Garantie de reprise sur les replantations de végétaux

Le titulaire devra pour les lots 4, 8 et 12 une garantie de reprise des végétaux qu'il aura plantés.

Cette garantie sera d'un an et démarrera après le constat d'achèvement des plantations validé par le Pouvoir adjudicateur.

Elle comprendra l'entretien des végétaux, des sols et des protections ainsi que le l'arrosage. En cas de non-reprise des végétaux, ces derniers devront être remplacés, à charge et aux frais de l'entrepreneur.

11.3 Garantie légale

En tout état de cause, la garantie devra en outre satisfaire aux obligations stipulées aux articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.

ARTICLE 12 - CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE DE LA SOCIETE

Le titulaire doit obligatoirement notifier au Centre des Monuments Nationaux toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent Accord-cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. L'établissement se réserve le droit de résilier, dans un délai d'un mois après cette notification, le présent Accord-cadre sans être tenu au paiement d'une indemnité. Il en est de même de tout projet de fusion et d'absorption.

Cette clause étant une condition expresse, toute infraction pourra entraîner la résiliation immédiate de l'Accord-cadre sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

ARTICLE 13 - OBLIGATION DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), le titulaire de l'Accord-cadre doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code.

Lorsque le cocontractant est établi en France, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- D'une attestation de déclarations sociales et fiscales de moins de 6 mois ;
- D'un extrait K-bis de moins de 3 mois ou carte d'identification du Répertoire des Métiers.

Lorsque le cocontractant est établi à l'étranger, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- D'un document mentionnant son numéro individuel d'identification ou un document mentionnant son identité et son adresse ;
- D'un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Dans le cadre des obligations légales – tant des entreprises et du pouvoir adjudicateur - le Centre des monuments nationaux a souscrit à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et de sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation ; elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la validité de l'adresse courriel transmise, qui servira pour les relances de la plateforme.

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D 8222-5, D 8254-4 du Code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

www.e-attestations.com

A défaut, l'Accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 19 du présent CCAP.

ARTICLE 14 - CLAUSE DIVERSITE, EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

14.1 Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

14.2 Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. La présentation de ce dispositif et de la procédure interne mise en place en cas de signalement sont annexées au règlement de la consultation (annexes 2 et 3).

14.3 Collaboration du titulaire en cas de signalement

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution du marché, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANTS

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord cadre, à condition d'avoir obtenu, du Centre de monuments nationaux, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent accord cadre. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent accord cadre, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination des interventions des entreprises sous-traitantes agréées.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au Centre des monuments nationaux (ou lui adresse par lettre recommandée avec A.R.) l'Acte Spécial de sous-traitance (DC4).

L'acte d'engagement éventuellement complété par les annexes ou par les actes spéciaux, indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire et aux sous-traitants.

Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont identiques à celles de l'accord cadre principal en particulier en ce qui concerne :

- Le mois d'établissement des prix ;
- Les modalités de révision éventuelle des prix.

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le CMN souhaite que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire, et ne soient pas sous-traitées.

Les tâches essentielles identifiées sont les prestations concernant la culture des arbres ainsi que le fait de les planter, qui devront être gérées par le titulaire ou un membre du groupement le cas échéant. Ces prestations ne pourront pas être sous-traitées.

ARTICLE 16 - DISCRETION – SECRET PROFESSIONNEL

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent accord cadre. En cas de violation de ces obligations, l'accord cadre peut être résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord cadre, a reçu communication de renseignements, documents ou objets désignés comme secrets ou confidentiels par l'administrateur du monument ou son représentant, est tenu de maintenir comme telle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'administrateur du monument ou son représentant, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du présent accord cadre.

ARTICLE 17 - ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable des dommages suivants :

- Dommages ou préjudices de toute nature qui pourraient être causés à ses propres préposés ou à ceux de ses sous-traitants et à leurs biens du fait de leur prestation ;
- Dommages ou préjudices de toute nature qui pourraient être causés par ses préposés, aux ouvrages du Centre des monuments nationaux, aux préposés du Centre des monuments nationaux et à leurs biens ainsi qu'à tout tiers et à leurs biens et trouvant leur origine lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire et ses assureurs garantissent le Centre des monuments nationaux de toutes actions ou réclamations de tiers (y compris ses personnels) contre tous dommages ou préjudices pour les dommages ci-dessus mentionnés.

Pour couvrir sa responsabilité, le titulaire déclare avoir garanti auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle peut encourir pour les dommages causés à l'occasion ou du fait de l'exercice de ses activités.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée des prestations les couvertures d'assurance susvisées et à en justifier à première demande du Centre des monuments nationaux.

Le titulaire fournit avec son offre les attestations d'assurance correspondant aux différents risques.

Lors de chaque reconduction de l'accord cadre, le titulaire justifie le paiement régulier des primes d'assurances pour l'exercice en cours.

De même, le titulaire fournit une attestation d'assurance après chaque renouvellement de ses polices d'assurance.

Le titulaire prévient le Centre des monuments nationaux de toutes modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurances. En cas de résiliation de son (ses) contrats d'assurance ou d'épuisement, suspension, limitation ou réduction de l'une de ses garanties, le titulaire doit aviser le Centre des monuments nationaux par lettre recommandée et ce, au plus tard, le 10ème jour ouvrable après réception de la notification de ses assureurs. Le Centre des monuments nationaux peut mettre fin de plein droit au contrat, sans indemnité et par simple lettre recommandée avec accusé de réception, dès qu'il a eu connaissance de cette résiliation.

Le Centre des monuments nationaux conserve cependant, à sa seule convenance, le bénéfice du contrat jusqu'à l'expiration des délais prévus par la convention d'assurance ou par la loi pour la prise d'effet de la résiliation ou de la modification. En tout état de cause, le contrat devient caduc au plus tard à la prise d'effet de la résiliation du contrat d'assurance du titulaire.

Par ailleurs, dans le cas où le Centre des monuments nationaux a connaissance du non-respect par le titulaire de son obligation d'information stipulée aux alinéas précédents, le Centre des monuments nationaux peut résilier le contrat de plein droit, avec effet immédiat, et ce aux torts exclusifs du titulaire.

Dans tous les cas de constatation de dommage, le titulaire déclare le sinistre à ses assureurs, prend immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir les résultats des prestations et informe le Centre des monuments nationaux, sans délai.

ARTICLE 18 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen aurait vocation à être mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur dès lors que les conditions d'exécution initiales du marché seraient amenées à évoluer notamment selon les cas suivants :

- Si les mesures sanitaires gouvernementales pour lutter contre la Covid devait être modifiées ;
- En cas de nouvelles prestations en lien avec l'objet du marché, non prévues initialement dans le bordereau de prix unitaires ;
- La prise en compte d'une évolution significative de certaines matières premières utilisées par le Titulaire dans le cadre du présent marché et faisant suite à un/des cas de force majeure (ex : pandémie, conflit...) ;

ARTICLE 19 - RESILIATION

En cas de non-respect des clauses du présent accord cadre, celui-ci pourra être résilié conformément aux dispositions du présent accord cadre et des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, les prestations peuvent être exécutées aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 20 - LITIGES

En cas de litige nés de l'exécution ou de l'interprétation du marché, les parties essaient de trouver une solution amiable.

Tout recours contentieux, qui doit être précédé d'un recours gracieux du titulaire, est porté devant le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 21 - DEROGATION AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1er du CCAG FCS il n'est pas renseigné de liste récapitulative des articles auxquels le présent CCAP déroge.